

Communiqué de presse

Les campagnes de dénigrement alimentant la violence contre la France insoumise doivent cesser

19 octobre 2023



Ces derniers jours, les menaces de mort et le harcèlement téléphonique insultant et menaçant se multiplient à l'encontre des élu-es, personnalités et militant-es de la France insoumise dans un climat de violence sans précédent.

Un seuil inédit a été franchi avec la diffusion publique des numéros de téléphone et des adresses personnelles d'une dizaine de personnalités de notre mouvement et de membres de leur famille.

Ils sont diffusés sur des boucles publiques, comme la boucle Telegram « Brigade Juive », et dans des réseaux militants d'extrême droite ou d'organisations comme le compte Facebook de la « Ligue de Défense Juive - LDJ - Paris ».

D'autres publications sont l'œuvre de personnalités bénéficiant d'une visibilité importante, comme Marco Mouly, régulièrement invité dans l'émission Touche Pas À Mon Poste de Cyril Hanouna.

Certaines figures de la France insoumise ont également subi des attaques reprenant les méthodes utilisées naguère par Ulkan, c'est-à-dire un piratage téléphonique permettant à l'émetteur de se faire passer pour quelqu'un d'autre. Nous alertons : cette pratique a déjà causé la mort en 2014 du père d'un journaliste de Rue89.

Plusieurs député-es ont dû changer de numéro de téléphone, d'autres déménager et tou-ttes doivent prévenir leurs familles et leurs parents de ne croire aucun appel qui annoncerait la mort de leur proche.

Nous rappelons que les réseaux d'extrême droite ont déjà menacé de mort 15 député-es insoumis-es, qu'ils en ont agressé 3 physiquement et que 2 personnes ont été condamnées à 9 et 18 ans pour la préparation de tentatives d'assassinat contre Jean-Luc Mélenchon.

À présent, les menaces reçues sont directement liées à la campagne de diffamation menée depuis plusieurs jours par nos adversaires politiques. Il est de la responsabilité des médias qui les relaient, souvent sans nuance, d'en comprendre les conséquences dans le climat actuel.

Nous condamnons les polémiques montées de toutes pièces pour nous attribuer des positions qui ne sont pas les nôtres et empêcher le débat sur les positions inacceptables de la diplomatie française de soutien inconditionnel au gouvernement Netanyahu. Ces campagnes mettent désormais directement en danger nos élu-es et nos militant-es partout dans le pays.

Nous dénonçons également le comportement irresponsable et incendiaire du gouvernement, de la Première ministre, Élisabeth Borne au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, qui alimentent ces attaques violentes au service d'une stratégie politicienne lamentable et dangereuse pour l'unité de notre peuple et la sécurité des membres de l'opposition politique. Leur responsabilité personnelle dans le climat d'extrême violence actuelle est insupportable.

Nous alertons : la Justice doit pouvoir faire son travail dans les plus brefs délais. Il ne s'agit pas d'affaires personnelles, mais d'une menace grave pour l'ensemble du pays. Première force d'opposition en France, le mouvement insoumis compte 75 député-es et plus de 300 000 sympathisant-es actifs dans le pays. Si la France veut être une démocratie, ses institutions doivent garantir leur droit à militer et à défendre leurs idées en toute sécurité. Les alertes des organisations internationales contre la dégradation des conditions de la démocratie en France doivent être entendues à temps.

Source : <https://lafranceinsoumise.fr/2023/10/19/les-campagnes-de-denigrement-alimentant-la-violence-contre-la-france-insoumise-doivent-cesser/>